

# INDICE D'INSÉCURITÉ

UN INDICE D'INSÉCURITÉ AU SERVICE  
DE LA POLICE DE PROXIMITÉ

*Dominique Wisler*

*Email: wisler@coginta.org*

*Mars 2017*

*Publié par Coginta*

*© Coginta*

## Résumé

Avec l'introduction de la police de proximité, la notion d'insécurité s'est complexifiée. Aux traditionnels taux de criminalité sont venus s'adjoindre de nouvelles dimensions comme le sentiment d'insécurité, les niveaux d'incivilité ou encore l'image de la police. Si, mis bout à bout, ces différents indicateurs - mesurés le plus souvent par des données de sondage - cernent mieux le phénomène de l'insécurité locale dans sa globalité, leur multiplication complique l'évaluation de l'insécurité faute de posséder une mesure synthétique, globale, qui résume cette complexité. Les avancées dans la construction d'indices pluridimensionnels permettent d'imaginer une solution à ce problème. S'inspirant des études sur la pauvreté, ce papier montre comment on peut construire un indice mesurant l'insécurité locale tout en tenant compte de la multiplicité de ses facettes. Il formule quelques indicateurs synthétiques mesurant l'incidence de l'insécurité, la sévérité de celle-ci, l'extrême insécurité et la « sensibilité » de quartiers. Ces indicateurs - et l'usage qu'on peut en faire pour définir des stratégies locales de police de proximité - sont illustrés à partir d'exemples de villes guinéennes et congolaises.

## Un indice d'insécurité pluridimensionnel au service de la police de proximité

Dominique Wisler

### Mesurer l'insécurité dans la perspective des résidents d'un quartier

L'aspect sans doute le plus significatif du paradigme de police de proximité est d'avoir replacé l'expérience de sécurité des résidents des quartiers au cœur de l'agenda policier dans son action locale. L'insécurité, pour la doctrine, ne se mesure plus simplement à travers les chiffres de la statistique criminelle ; d'autres composants interviennent car, une fois le repositionnement effectué, celle-ci se révèle multiforme, complexe et, aussi, subjective. Le sentiment d'insécurité dans la rue à la nuit tombée, les incivilités dans le quartier ou encore la confiance que l'on place dans la police émergent comme autant de facettes de l'insécurité appelant, tout autant que les taux de criminalité, une réponse appropriée des services de police.

Ce changement de perspective a entraîné la nécessité de mesurer l'insécurité autrement que, simplement, par les traditionnels taux de criminalité. C'est la tâche qui fut impartie, dès les années 1980, aux sondages dits de victimisation. Le sentiment d'insécurité, typiquement, est mesuré par une question standardisée dans les sondages sur l'insécurité ressentie par les personnes se promenant seules dans la rue après 22 heures. La victimisation pour un certain nombre de délits, la peur d'être cambriolé ou encore l'image de la police font partie de la batterie de questions souvent standardisées qui permettent des comparaisons internationales ou de surveiller l'évolution de tel ou tel indicateur dans le temps à l'échelle d'une unité territoriale donnée. Ces nouvelles mesures font désormais partie des instruments de navigation pratiquement incontournables des polices urbaines et figurent dans le catalogue de bonnes pratiques de gouvernance de la police de proximité. A l'usage, cependant, il s'avère relativement difficile de faire émerger de la multitude des indicateurs une direction ou un sens. Dans tel ou tel cas, on peut enregistrer une progression de quelques indicateurs tandis que les autres baissent. Si, pris individuellement, chacun de ces indicateurs mesure une facette de l'insécurité, il manque encore un indicateur synthétique qui permette d'évaluer globalement l'information fournie par l'ensemble des indicateurs. Il manque en somme un indice d'insécurité qui mesure de manière synthétique, globalement, le niveau d'insécurité locale et permette d'observer des tendances générales ou encore de comparer les niveaux entre des quartiers, des communes ou des villes.<sup>1</sup>

Les récentes avancées dans la construction d'indices pluridimensionnels permettent de traiter relativement aisément de la complexité de la notion d'insécurité, comme je vais le suggérer dans ce papier. Mon ambition n'est pas théorique et je ne vais pas tenter de faire le tour de la question des dimensions qui constituent l'insécurité locale. Je ne m'attarderai pas non plus sur les indicateurs individuels à retenir pour mesurer les différentes dimensions de l'insécurité. Je me contenterai en fait d'une identification minimale, plausible, de ces dimensions et des indicateurs qui les composent afin d'en arriver rapidement à mon sujet : présenter une méthode pratique de construction d'un

---

<sup>1</sup> Le Vera Institute of Justice, New York, dans un rapport daté de novembre 2003 (« *Measuring Progress toward Safety and Justice : A Global Guide to the Design of Performance Indicators across the Justice Sector* », p. 26) suggère plusieurs indices pour mesurer des aspects de l'insécurité (la criminalité, la perception de l'insécurité, la criminalité domestique, etc. sans pour autant donner d'indications sur la manière de construire de tels indices ni chercher à les combiner dans un indice global mesure l'insécurité globalement.

indice d'insécurité à partir de données souvent disponibles dans les sondages de victimisation en tenant compte de la complexité du phénomène. Après avoir exposé la méthode appliquée à l'insécurité, je présenterai quelques indicateurs tels que l'incidence de l'insécurité, la sévérité de celle-ci, l'incidence de l'insécurité ajustée ou encore la « sensibilité » d'un quartier. Ces indicateurs - et leur utilité pour la formulation de stratégies de lutte contre l'insécurité locale - seront illustrés à partir d'exemples de villes africaines.

### **Un indice pluridimensionnel de l'insécurité**

Pour mesurer l'insécurité locale, je pars donc de la perspective individuelle des résidents des quartiers et construis un indice à 5 dimensions. L'expérience individuelle de victimisation dans le quartier constitue la 1<sup>ère</sup> dimension de l'insécurité et sans doute la plus traditionnelle pour mesurer l'insécurité. Outre la criminalité, la prévalence dans le quartier d'incivilités majeures participe à l'insécurité telle qu'elle est ressentie par les résidents (Wilson et Kelling, 1982, Skogan 1986, Roché 1996). Le terme 'majeur' dénote ici le fait que les résidents considèrent ces incivilités comme les dérangeant beaucoup et que les sondages utilisés dans ce papier mesurent sur une échelle étalonnée de 1 à 10. Les études des appels au numéro d'urgence de la police montrent que les résidents font fréquemment appel à la police pour résoudre ce type de problèmes et qu'ils les perçoivent comme des problèmes de sécurité et de police (Kurtz, Koons et Taylor 1998).<sup>2</sup> Le constat d'incivilités dans le quartier par ses résidents constitue ainsi la 2<sup>ème</sup> dimension de l'indice d'insécurité. Le sentiment d'insécurité constitue sa 3<sup>ème</sup> dimension. Il peut être mesuré de différentes manières comme on le verra brièvement plus loin. La 4<sup>ème</sup> dimension de l'insécurité s'inspire des mesures pluridimensionnelles de la pauvreté (Arnaud et Sen 1997, Atkinson 1987). L'accès à l'eau, à la santé ou à l'éducation sont des indicateurs de la pauvreté utilisés notamment par l'indice du développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Par analogie, l'accès aux services de sécurité – leur proximité, la présence dans le quartier de patrouilles de police ou encore la perception de la capacité de la police à intervenir rapidement pour une urgence – est la 4<sup>ème</sup> dimension de l'insécurité dans l'indice proposé. Finalement, la 5<sup>ème</sup> dimension est la confiance manifestée dans la police comme prestataire de sécurité.

L'insécurité, telle que cernée par ces 5 dimensions, ne tient pas compte de l'impact sur la sécurité d'autres prestataires de sécurité que la police. C'est un parti pris dans ce papier et, pour une mesure plus globale de l'insécurité, d'autres prestataires de sécurité pourraient être inclus dans la composition de l'indice. En Afrique, notamment, la sécurité des villes est souvent assurée par une pluralité d'acteurs étatiques et non étatiques que Baker appelle des réseaux de sécurité (Baker 2010). Les acteurs non-étatiques, organisés ou non, parfois créés par les chefs de quartiers (Göpfert 2012, Wisler et al. 2016), parfois par les résidents eux-mêmes ou encore formés sous le patronage de commerçants (Ruteere et Pommerolle 2003) ou de politiciens locaux (Philipps 2013). Ces acteurs informels peuvent cependant être à la fois source de sécurité et d'insécurité (Reno 2007). A Conakry, par exemple, les bandes de jeunes qui protègent « leur » quartier peuvent être une source majeure d'insécurité dans les autres quartiers (Philipps 2013, Diagnostic local de sécurité 2014).

---

<sup>2</sup> Selon les chiffres officiels de la police cantonale genevoise, 36.7% des interventions sur appel à la centrale d'engagement de la police (numéro '117') sont dus à des questions d'incivilités, de tranquillité et de sécurité publique (cf. *Diagnostic local de sécurité à Genève*, police cantonale genevoise, 2013).

Pour construire l'indice d'insécurité, j'utilise la méthode Alkire-Foster (AF) qui, à l'origine, a été développée pour mesurer la pauvreté dans sa complexité (Alkire et Foster 2007)<sup>3</sup>. La méthode étant générique, elle peut s'appliquer à tout objet complexe et pluridimensionnel. Elle comprend plusieurs étapes. Après un exercice d'identification au préalable des dimensions de l'insécurité et de ses indicateurs, elle nécessite de fixer des « seuils » par indicateur dans toutes les dimensions de l'indice et de les appliquer à chaque individu. Dans l'étape suivante, il s'agit de fixer et d'appliquer un second « seuil » à l'ensemble des indicateurs. Seuls les individus qui franchissent ce second seuil peuvent être considérés comme étant insécurisés et c'est ce groupe qui sert à mesurer l'incidence de l'insécurité dans tel ou tel territoire.

### Les données d'enquêtes

Les données utilisées pour illustrer la construction et l'application de l'indice ont été récoltées au printemps 2016 par l'ONG Coginta en collaboration avec les universités de Sonfonia (République de Guinée) et de Lubumbashi (République démocratique du Congo). Elles proviennent de sondages représentatifs dans trois communes urbaines - Annexe, Kampemba et Rwashi – de la ville de Lubumbashi en République démocratique du Congo (RDC)<sup>4</sup>, de deux communes urbaines - Muya et Bipemba – de la ville de Mbuji-Mayi de RDC et des communes urbaines de Coyah et de Dubréka dans la banlieue de Conakry en République de Guinée<sup>5</sup>. Dans chaque commune, un minimum de 1'200 entretiens face à face ont été réalisés à partir d'échantillons représentatifs de ménages distribués proportionnellement au nombre de ménages dans tous les quartiers des communes urbaines. En Guinée, la base de l'échantillonnage était le recensement de la population de 2014 et l'échantillon a été confectionné en collaboration avec l'Institut national de la statistique dans l'intégralité des zones de dénombrement des deux communes urbaines étudiées. En RDC, en l'absence de données fiables de recensement, les échantillons ont été réalisés à partir de cartes satellitaires permettant de compter les parcelles et de mesurer leur taille dans les quartiers des communes urbaines étudiées. La couverture spatiale des échantillons était importante pour permettre des analyses territoriales au sein des communes. Les enquêteurs ont été formés par Coginta à l'utilisation du questionnaire et celle de smartphones utilisés pour la collecte de données. Les réponses et les coordonnées GPS des entretiens ont été enregistrées par les enquêteurs sur leur smartphone et les données synchronisées quotidiennement dans la base de données centrale durant toute l'enquête afin de contrôler la mise en œuvre du plan d'échantillonnage et la qualité des entretiens. En Guinée, les ménages identifiés par l'Institut national de la statistique étaient repérés par les chefs de quartier qui ont ainsi orienté les enquêteurs sur le terrain. En RDC, les coordonnées GPS des ménages à interviewer étaient enregistrées préalablement dans des cartes disponibles « offline » sur le smartphone des enquêteurs et ces derniers ont appris à se diriger vers ces points pour réaliser les entretiens. L'équipe de projet avait au préalable cartographié les limites administratives des quartiers de Lubumbashi (déjà largement cartographiés par Médecins sans frontières) et de Mbuji-Mayi (non cartographié) pour

---

<sup>3</sup> La méthode appliquée à la pauvreté est décrite en détail sur la page suivante du site internet de l'Oxford Poverty & Human Development Initiative : <http://www.ophi.org.uk/research/multidimensional-poverty/how-to-apply-alkire-foster/>. A partir de cette méthode, l'Oxford Poverty & Human Development Initiative a développé l'indice de pauvreté global et multidimensionnel (MDI) qui constitue l'un des composants de l'indice de développement humain du PNUD.

<sup>4</sup> Diagnostic local de sécurité 2016. Lubumbashi et Mbuji-Mayi. Rapport intermédiaire, Coginta, Genève (<http://www.securitymap.org/fr/rapports-2.html>).

<sup>5</sup> Diagnostic local de sécurité 2016. Coyah et Dubréka, Coginta, Genève (<http://www.securitymap.org/fr/rapports-5.html>).

permettre à la fois la création des échantillons et le repérage des enquêteurs dans le dédale des rues et chemins des deux villes.

### **Les indicateurs**

Pour mesurer les 5 dimensions de l'indice, j'utilise 20 indicateurs tirés des sondages dans les 7 communes urbaines. Ces indicateurs sont présentés dans le tableau ci-dessous. Par esprit de simplification, je pars du postulat que chacune des 5 dimensions contribue à la notion d'insécurité dans les mêmes proportions, soit 20% chacune. Au sein de chaque dimension, toujours dans cet esprit de simplification, je considère également que chaque indicateur contribue de la même manière ou autant à la dimension qu'il mesure. Les seuls coefficients de pondération que j'utilise visent à corriger le nombre d'indicateurs sélectionné pour chaque dimension. Le nombre d'indicateurs est standardisé sur une base 4. Ainsi, par exemple, les 3 indicateurs de criminalité sont multipliés par un coefficient de 1.33 alors que les 6 indicateurs de la dimension du sentiment d'insécurité sont multipliés par un coefficient de 0.66. Finalement, pour pallier le problème des données manquantes, la moyenne obtenue par chaque indicateur dans la ville étudiée remplace les données manquantes pour permettre d'inclure tous les individus dans l'analyse.

Pour mesurer la victimisation, j'utilise trois types de délits qui se retrouvent dans pratiquement toutes les enquêtes de victimisation : les cambriolages, les agressions et les agressions sexuelles. L'outil mesure la victimisation subie au cours des trois années précédant l'enquête dans la commune de résidence des répondants. Pour mesurer la dimension de l'incivilité, j'utilise quatre types d'incivilités qui sont généralement considérées comme les plus dérangeantes dans les sondages de victimisation, à savoir la présence de bandes de jeunes agressives, la consommation et vente de drogues, l'occurrence de bagarres et la prévalence de l'insalubrité. Le constat de la prévalence de ces incivilités est mesuré dans le quartier de résidence des répondants. Le sentiment d'insécurité est mesuré de manière à couvrir différentes situations et dimensions. La recherche distingue deux volets distincts du sentiment d'insécurité. L'un, plus abstrait, est lié aux changements d'ordre social et économique qui insécurise par la précarisation et l'autre, plus concret, lié quant à lui aux risques de victimisation dans des situations concrètes (Robert 2003, Robert et Pottier 2004). Le sentiment d'insécurité est mesuré à partir d'une question standardisée sur le sentiment d'insécurité lorsque le répondant se promène seul dans les rues de son quartier dans deux circonstances : de jour et après la tombée de la nuit. La question sur le risque d'être victime d'un délit durant les 12 prochains mois mesure également plus généralement cette dimension plus concrète du sentiment d'insécurité. L'indicateur sur la sécurité comme problème no 1 dans le quartier mesure le volet abstrait de l'insécurité et recourt à une question standardisée sur la préoccupation principale des pouvoirs publics selon le résident pour toute une série de sujets (économie et chômage, criminalité, transports, environnement, etc.). Les indicateurs sur la dégradation de la sécurité ou le niveau de sécurité mesurent également, alternativement, la notion plus abstraite de l'insécurité. La dimension de l'accès à la police est mesurée à partir de trois indicateurs. Le premier indicateur mesure la présence visible de patrouilles de police dans le quartier telle qu'elle est observée par les résidents. Le seconde mesure l'opinion des résidents sur la capacité de la police à répondre dans des délais brefs à un incident. La troisième mesure la proximité de la police. La cinquième dimension de la confiance dans la police est mesurée à travers 4 indicateurs. Le premier indicateur est obtenu à partir d'une question sur l'opinion des résidents sur l'équité de la police. Le second indicateur mesure l'image de la police en matière de lutte contre la criminalité dans le quartier du résident. Le troisième indicateur mesure l'évolution de ce travail. Le quatrième mesure l'opinion sur la capacité policière à assurer la sécurité dans le quartier du résident.

Tableau 1 : Les indicateurs par dimension de l'indice pluridimensionnel d'insécurité

<b>Dimensions et indicateurs</b>	<b>Seuil</b>
<i>Victimisation dans la commune</i>	
1. Cambriolage	Au moins 1 cambriolage sur 3 ans
2. Agressions	Au moins 1 agression sur 3 ans
3. Agression sexuelle	Au moins 1 agression sexuelle sur 3 ans
<i>Expérience avec les incivilités dans le quartier</i>	
4. Présence de bandes de jeunes agressives	Assez souvent ou très souvent dans le quartier
5. Présence de la drogue	Assez souvent ou très souvent dans le quartier
6. Occurrence de bagarres	Assez souvent ou très souvent dans le quartier
7. Présence de problèmes d'insalubrité	Assez souvent ou très souvent dans le quartier
<i>Sentiment d'insécurité dans le quartier</i>	
8. Sentiment d'insécurité de jour	Assez ou très insécurisé
9. Sentiment d'insécurité de nuit	Assez ou très insécurisé
10. Niveau de sécurité dans le quartier	4 comme seuil (sur échelle de 1 à 10)
11. Evolution de l'insécurité	Dégradation
12. La sécurité comme problème principal	Oui
13. Probabilité d'être victime d'un crime dans les 12 mois	Assez probable ou très probable
<i>Accès à la sécurité publique dans le quartier</i>	
14. La police est visible	Peu ou pas du tout
15. En cas d'urgence, la police intervient dans des délais courts sur appel	Peu ou pas du tout

16. La police est proche de la population	Peu ou pas du tout
<i>Confiance dans la police dans le quartier</i>	
17. La police est équitable	Peu ou pas du tout
18. Image de la lutte contre la criminalité	Plutôt ou très mauvais
19. Evolution de la qualité du travail de la police	Détérioration
20. La police est la mieux à même d'assurer la sécurité dans le quartier	Non

La première étape de la méthode consiste à fixer le seuil d'insécurité pour chaque indicateur. Ces seuils déterminent si un individu, pour un indicateur donné, peut être considéré comme sécurisé ou non. La manière dont ces seuils ont été fixés concrètement est présentée dans la deuxième colonne du tableau 1. En pratique, et pour chaque indicateur, la valeur « 1 » est attribuée aux individus qui franchissent le seuil. Les autres obtiennent la valeur « 0 ». Si l'on prend par exemple l'indicateur du sentiment d'insécurité de jour, les résidents qui ne se sentent « pas très » ou « pas du tout » en sécurité franchissent le seuil fixé pour cet indicateur et se voient attribués individuellement la valeur « 1 ». Cette opération de recodage des données est répétée pour chacun des 20 indicateurs et appliquée à l'ensemble des individus. Ces deux valeurs sont attribuées à tous les individus pour toutes les variables composant l'indice. Au total, un individu peut ainsi comptabiliser jusqu'à 20 points maximum, ce qui signifierait qu'il est insécurisé dans toutes les dimensions de l'indice.

La prochaine étape consiste à fixer un nouveau seuil pour l'ensemble des indicateurs. C'est le seuil de l'insécurité proprement multidimensionnelle. Les individus qui franchissent ce nouveau seuil sont versés au groupe qui permettra de mesurer l'insécurité. Dans l'indice préconisé ici, ce second seuil est fixé à 60%. Autrement dit, si dans 60% des indicateurs de l'indice, un individu franchit le premier seuil d'insécurité, alors il est versé dans le groupe qui permettra de mesurer l'incidence de l'insécurité. Un individu qui obtient ainsi 12 points est versé dans la catégorie des insécurisés.

Pour tous les autres individus, à savoir les individus qui ne franchissent pas le second seuil, la valeur « 0 » est attribuée aux indicateurs de toutes les dimensions composant l'indice. Cette étape - appelée la phase de « censure » des données dans la méthode – produit la base de données finale qui servira au calcul des différents indicateurs comme celui de la sévérité de l'insécurité par exemple.

### **L'incidence de l'insécurité et sa sévérité**

Un premier indicateur dérivé de la méthode est le taux moyen d'incidence de l'insécurité  $H_0$ . Ce taux correspond à la proportion des individus ayant franchi le second seuil préconisé par la méthode dans une unité territoriale donnée. Dans le tableau 2 ci-dessous,  $H_0$  est mesuré dans les 4 villes guinéennes et congolaises retenues pour illustrer le propos.

Comparativement, le taux d'incidence de l'insécurité s'avère assez modeste en Guinée. Il est de 14% à Coyah et de 12.7% à Dubréka. Comparativement, les villes congolaises étudiées sont nettement

moins sûres. Le taux d'incidence y est pratiquement deux fois plus élevé qu'en Guinée. 22.8% des résidents sont du mauvais côté de la barrière à Lubumbashi et 24.5% à Mbujimayi.

Le second indicateur ajuste le taux d'incidence par la sévérité de l'insécurité. La sévérité sécuritaire (S) dans les villes est obtenue en calculant la moyenne du ratio de points obtenus par le groupe de résidents ayant franchi le second seuil d'insécurité. Appliquée aux cas d'étude, cette opération permet d'observer que la sévérité des problèmes de sécurité est sensiblement moins élevée dans les villes guinéennes (0.67) que dans les villes congolaises (0.69). Ainsi, non seulement les villes congolaises connaissent des taux plus élevés d'incidence de l'insécurité qu'en Guinée mais la sévérité des problèmes d'insécurité y est également plus importante. En multipliant le taux  $H_0$  par la sévérité (S), on obtient un taux ajusté d'insécurité  $H_1$ . Ce taux ajusté mesure de manière un peu plus fine que le taux d'incidence brut la réalité de l'insécurité des villes étudiées.

*Tableau 2 : Les indicateurs pluridimensionnels de l'insécurité dans les villes guinéennes et congolaises*

Indicateurs	Coyah	Dubréka	Lubumbashi	Mbujimayi
$H_0$ (incidence de l'insécurité)	14.0	12.7	22.8	24.5
S (sévérité de l'insécurité)	0.67	0.67	0.69	0.69
$H_1$ ( $H_0 * S$ , incidence de l'insécurité ajustée)	9.4	8.5	15.8	16.97
$H_2$ (incidence de l'extrême insécurité)	1.83	1.16	4.51	4.81

D'autres indicateurs utiles peuvent être construits à partir de la méthode. A l'instar des politiques de lutte contre la pauvreté que ciblent l'extrême pauvreté, la police de proximité peut vouloir s'attaquer à l'extrême insécurité en priorité. Un indicateur d'extrême insécurité peut être construit de différentes manières. Une première approche est de conserver le « second » seuil inchangé mais de modifier uniquement le « premier » seuil qui serait ainsi relevé pour n'inclure que les « très insécurisés ». Alternativement, seul le second seuil est relevé. On peut choisir également de combiner les deux approches et de relever les deux seuils. A titre d'illustration, j'opte ici pour la deuxième approche qui consiste à relever le second seuil d'insécurité. Le tableau 2 présente les résultats de l'analyse appliquée aux villes guinéennes et congolaises.  $H_2$  mesure le taux d'extrême insécurité lorsque le second seuil est relevé à 75% des indicateurs pondérés de l'indice. Selon ce calcul, 4.51% des résidents de Lubumbashi et 4.81% des résidents de Mbujimayi s'avèrent en situation d'extrême insécurité. Cette extrême insécurité est la plus élevée dans la commune de Kampemba à Lubumbashi. L'extrême insécurité affecte 7.19% des résidents de Kampemba. Dans certains quartiers de la commune de Kampemba, on va le voir plus loin, ce taux dépasse allègrement les 20%.

### **Les dimensions contribuant le plus à l'écart de sécurité**

La méthode AF de construction d'indice offre la possibilité d'identifier les dimensions qui pèsent le plus sur l'incidence de l'insécurité et, partant, de prioriser des stratégies de police de proximité. Pour obtenir le poids individuel de chaque dimension dans l'indice  $H_0$ , il suffit de calculer la proportion des moyennes obtenues par chaque dimension pour le groupe des insécurisés dans l'unité territoriale étudiée. Appliqué aux villes guinéennes et congolaises, ce calcul donne les résultats présentés dans le tableau 3. L'accès aux services, la confiance dans la police et la problématique des

incivilités contribuent comparativement plus que la victimisation et le sentiment d'insécurité aux taux d'incidence d'insécurité moyens des villes dans les deux pays. Ce poids varie cependant sensiblement en fonction des territoires.

En Guinée, l'accès aux services de police est la dimension principale expliquant l'incidence de l'insécurité. Elle contribue à raison de 28.3% à ce taux. En RDC, cette dimension contribue également fortement à l'insécurité (24.8%). Le manque de confiance dans la police est également un composant majeur de l'incidence de l'insécurité dans les deux pays. En Guinée, 25.1% et en RDC 24.8% des taux d'incidence de l'insécurité lui sont attribuables. L'incivilité a également tendance à contribuer plus fortement à l'insécurité dans les deux pays. L'expérience individuelle d'une victimisation, selon cette analyse, joue un rôle plutôt marginal dans l'insécurité pluridimensionnelle. Ces résultats semblent donner raison aux autorités de RDC et de Guinée qui, toutes deux, insistent sur l'amélioration de la confiance et de l'accès aux services de police dans leur programme de réforme de la police. Ces dimensions pèsent en effet plus que les autres dans l'incidence de l'insécurité dans les villes étudiées des deux pays. En conséquence, améliorer l'accès aux services de police et restaurer la confiance de la population dans la police sont susceptibles d'avoir plus d'impact sur les taux d'incidence de l'insécurité que, par exemple, une stratégie de réduction de la criminalité en soi.

Tableau 3 : Le poids des dimensions dans l'incidence de l'insécurité en Guinée et en RDC

	Guinée	RDC
	%	%
Criminalité	6.8	9.2
Incivilité	21.4	21.6
Sentiment d'insécurité	18.4	19.7
Accès aux services de police	28.3	24.8
Confiance dans la police	25.1	24.8
Total	100%	100%

### Territoires prioritaires, quartiers sensibles et le 3<sup>ème</sup> seuil de l'insécurité

Les taux d'incidence bruts et ajustés sont particulièrement utiles pour comparer des villes entre elles ou, de manière plus fine encore, de quartiers dans ces villes. La police de proximité s'intéresse aux quartiers dits sensibles qui se définissent comme des zones de concentration de l'insécurité pour en faire des zones d'intervention prioritaires. Avec la méthode suggérée ici, la notion de quartier sensible peut s'opérationnaliser de plusieurs manières. Une option est de mesurer la sensibilité d'un quartier à partir de l'indicateur H<sub>2</sub> d'extrême insécurité et de fixer un pourcentage plancher correspondant par définition à un quartier sensible. Là où le taux d'extrême insécurité dépasse ce pourcentage, ou ce troisième seuil, alors le quartier est dit sensible. Une autre manière de le faire est de fixer ce troisième seuil à partir du taux d'incidence de l'insécurité. La première méthode privilégie l'intensité de l'insécurité ; la seconde son étendue ou, dit autrement, la proportion de résidents touchés par l'insécurité. Une autre méthode peut tenter de combiner les deux en fixant un taux minimum d'insécurité à partir de l'indicateur ajusté par la sévérité de l'insécurité. Voyons cela

de plus près en illustrant ce point à partir d'une analyse de la commune de Kampemba à Lubumbashi.

Kampemba est la plus problématique des trois communes étudiées de Lubumbashi. Le taux d'incidence de l'insécurité  $H_0$  atteint 25.8% alors qu'il plafonne à 22.4% et 19.9% à Annexe et Rwashi respectivement. La sévérité (S) de l'insécurité étant également plus élevée à Kampemba que dans les autres communes de la ville, le taux d'incidence ajusté ( $H_1$ ) amplifie sensiblement les écarts entre les communes.  $H_1$  s'élève à 18.3 à Kampemba ; il atteint 15.2 à Annexe et 13.6 à Rwashi.

Bien que la marge d'erreur devienne importante à cette échelle, les échantillons à Lubumbashi ont été créés pour permettre des comparaisons de tendances entre les quartiers. Sur les 9 quartiers de Kampemba, deux connaissent tendanciellement des taux d'incidence très supérieurs à la moyenne communale de 25.47. Le taux d'incidence de l'insécurité  $H_0$  bondit pour atteindre 50.74% des résidents à Bogonga et 45.67% à Kigoma. Comme les taux de sévérité de l'insécurité y sont également plus élevés qu'ailleurs, les taux d'incidence ajustés de ces deux quartiers s'avèrent comparativement encore plus spectaculaires (cf. tableau 4).

Pour rendre compte de ces taux anormalement élevés, on peut décider de qualifier ces quartiers de « sensibles » et fixer un seuil correspondant à un pourcentage de résidents insécurisés minimum pour cela. La méthodologie permet en effet d'imaginer de fixer un troisième seuil correspondant à cette notion de quartier sensible. Un quartier sensible sera alors défini comme ayant un taux d'incidence supérieur à une valeur fixée par convention. Si l'on fixe cette barre à 40%, seuls les deux quartiers de Bogonga et de Kigoma se qualifient comme tels dans la commune de Kampemba. A Lubumbashi, dans les trois communes étudiées de la ville, quatre quartiers s'avèrent sensibles si l'on applique cette formule. Outre Bogonga et Kigoma, le quartier de Kasungami dans la commune d'Annexe et celui de Congo dans la commune de Rwashi franchissent également la barre de 40% d'insécurisés selon l'indicateur  $H_0$ .

Cette mesure de la sensibilité des quartiers donne des résultats assez similaires à  $H_2$  qui mesure cette fois le taux d'incidence de l'extrême insécurité ou, en d'autres termes, la proportion de résidents affectés par l'extrême insécurité. Quelle que soit la méthode préférée (taux élevé d'incidence de l'insécurité ou proportion de résidents affectés par l'extrême insécurité), les deux quartiers de Bogonga et de Kigoma connaissent des valeurs exceptionnellement élevées pour ces deux indicateurs et, dans les deux approches, il se qualifient aisément comme quartiers sensibles.

Identifier les quartiers sensibles permet de définir des stratégies productives de lutte contre l'insécurité. Dans la commune de Kampemba, les deux quartiers sensibles de Kigoma et de Bogonga sont responsable de 49.1% du taux d'incidence de l'insécurité ( $H_0$ ) de la commune. La sévérité de l'insécurité y étant également plus élevée qu'ailleurs, la contribution de ces deux quartiers à l'insécurité globale ajustée ( $H_1$ ) de Kampemba s'élève même à 51.5%. Une analyse de ce type offre la possibilité de mesurer l'impact théorique d'une politique de lutte contre l'insécurité locale qui se focaliserait sur les quartiers sensibles. Un plan local de sécurité de proximité qui se focaliserait sur ces deux quartiers et parviendrait à réduire de moitié leur taux ajusté ( $H_1$ ) serait théoriquement capable de réduire le taux d'incidence de l'insécurité dans la commune de 23%. Toutes autres choses étant égales, le résultat de cette politique serait spectaculaire puisque Kampemba deviendrait globalement la plus calme des trois communes étudiées de Lubumbashi. Le taux d'incidence de l'insécurité dans la commune se stabiliserait à 18.5% alors que, aujourd'hui, Rwashi – la commune la plus calme – connaît un taux de 20.2%. Des mesures pourraient être prises pour faire diminuer également la sévérité de l'insécurité et améliorer encore un peu plus la sécurité dans la commune. Si l'on ajoute que les analyses précédentes ont identifié les dimensions qui contribuent le plus aux taux

d'incidence de l'insécurité en RDC, les responsables de la sécurité de Kampemba disposent d'éléments clefs pour élaborer une stratégie performante de lutte contre l'insécurité dans leur commune. Une formule particulièrement productive combinerait un meilleur accès aux services de police, l'amélioration de la confiance et des interventions ciblant en priorité les deux quartiers sensibles de la commune. Avec ces trois orientations stratégiques, les autorités pourraient s'attendre à un impact maximum sur l'incidence de l'insécurité dans leur commune.

Tableau 4 : Le taux d'incidence et la sévérité de l'insécurité dans les quartiers de la commune de Kampemba

	Hewa Bora	Kampemba	Bel Air 1	Kigoma	Kabetsha	Bel Air 2	Bogonga	Kafubu
H <sub>0</sub>	5.74	14.63	9.24	45.67	11.11	29.70	50.74	29.18
S	0.65	0.65	0.65	0.73	0.70	0.71	0.76	0.67
H <sub>1</sub>	3.73	9.51	6.01	33.34	7.78	21.09	38.56	19.55
H <sub>2</sub>	0	0.61	0	16.54	2.47	6.93	29.41	3.0

### L'insécurité : un phénomène lié aux quartiers informels de Lubumbashi

Des stratégies plus ciblées encore de lutte contre l'insécurité locale peuvent chercher à établir le profil des insécurisés et de cibler les interventions sur les groupes les plus vulnérables ainsi identifiés. A titre d'exemple, je m'intéresse dans cette section au lien entre l'urbanisme (le type d'habitat) et l'insécurité à Lubumbashi. Les quartiers ont été regroupés dans trois catégories de quartiers à partir d'informations qualitatives sur le type d'habitat : les quartiers résidentiels (classe moyenne à aisée, habitat dominé par des villas plus ou moins spacieuses), les quartiers populaires (les anciens quartiers ouvriers de la ville noire de Lubumbashi, dominés par une classe ouvrière et moyenne et un habitat fait de maisons contigües dans un territoire densément urbanisé) et les quartiers informels (immigration récente, pauvres, infrascolarisation importante, dominés par un habitat informel auto-construit et un territoire non ou peu viabilisé). Le calcul des taux d'incidence de l'insécurité pour les types de quartier révèle que l'incidence est pratiquement deux fois plus élevée dans les quartiers informels que dans les zones résidentielles ou populaires (cf. tableau 5). Pour tous les indicateurs de l'insécurité sans exception, les valeurs obtenues par les quartiers informels de Lubumbashi sont plus élevées. Ces quartiers informels sont bâtis principalement dans la banlieue occupée anarchiquement ou sur des territoires qui, à l'origine de la cité, étaient des *no man's land* séparant entre la ville blanche coloniale originale et la cité noire indigène et furent, dans la deuxième moitié du siècle passé, occupés sans lotissement préalable par les nouveaux immigrants. Tous les quartiers sensibles identifiés par les analyses précédentes s'avèrent appartenir à la catégorie des quartiers informels situés dans la banlieue de Lubumbashi ou les *no man's land* historiques de la ville.

Tableau 5 : Les indicateurs de l'insécurité selon le type d'habitat à Lubumbashi

Indicateurs	Résidentiel	Populaire	Informel
H <sub>0</sub> (incidence)	15.2	17.5	30.0

S (sévérité)	0.68	0.68	0.70
H <sub>1</sub> (incidence ajustée)	10.3	11.9	21.0
H <sub>2</sub> (incidence de l'extrême insécurité)	1.9	2.0	7.3

## Conclusion

La méthode AF ouvre de nouvelles avenues pour mesurer l'insécurité locale, de proximité, de manière simple, standardisée et intuitive tout en tenant compte de la complexité du phénomène. Elle offre des possibilités de comparer des unités territoriales entre elles. Elle permet aussi de rationaliser les stratégies de lutte contre l'insécurité à partir d'une unité de mesure qui reflète mieux le vécu d'insécurité des résidents que les statistiques policières. Elle offre à la police de proximité un nouvel outil pour mesurer sa performance et l'impact de ses stratégies. Le papier reste exploratoire, préliminaire, sachant qu'il couvre d'un seul trait plusieurs étapes qui méritent, chacune, un débat. Quels sont les ingrédients ou dimensions qui doivent être inclus dans la définition de l'indice ? Comment les mesurer exactement et avec quels indicateurs ? Comment pondérer les différentes dimensions dans l'indice et les indicateurs au sein des dimensions ? L'objectif du papier n'était pas de répondre à ces questions si ce n'est de manière minimale pour permettre d'illustrer une méthode de construction d'un indice multidimensionnel qui reflète tout à la fois la complexité de l'insécurité et la perspective de la police de proximité. Un indice consensuel peut faciliter la mise en place de stratégies de police de proximité comme on a pu le discuter à partir d'exemples de villes africaines. Des taux d'incidence de l'insécurité peuvent être mesurés, des territoires problématiques identifiés, des populations vulnérables repérées ou encore les dimensions principales de l'insécurité ou le lien avec d'autres facteurs tels que l'urbanisme peuvent émerger de l'analyse et faciliter la mise en place de stratégies de réduction de l'insécurité locale. La disponibilité croissante de données quantitatives combinée avec les efforts de standardisation des sondages de victimisation et les avancées dans l'opérationnalisation d'indices multidimensionnels autorisent désormais d'imaginer parvenir à un consensus dans un délais raisonnable sur la formulation d'un indice global permettant des comparaisons internationales et de mesurer les progrès réalisés dans la poursuite de l'objectif de villes plus sûres du Millenium et de ses successeurs.

## Bibliographie

- Alkire, S. et Foster, J., 1997, « Counting and Multidimensional Poverty Measures », *OPHI Working Papers* 37.
- Arnand, S. et Sen A., 1997, « Concepts of Human Development and Poverty : A Multidimensional perspective. New York, UNDP.
- Atkinson, A., 1987, "On the Measurement of Poverty", *Econometrica*, 55(4), p. 749-764.
- Baker, B., 2010, *Security in Post-Conflict Africa. The Role of Nonstate Policing*, CRC Press, Londres/New York.

*Diagnostic local de sécurité 2014. Un outil au service de la réforme de la police nationale guinéenne et du pilotage de la police de proximité dans les communes de Matam, Ratoma, Matoto et N'Zérékoré.* Coginta, Genève.

Göpfert, M., 2012, "Security in Niamey: an anthropological perspective on policing and an act of terrorism in Niger, *The Journal of Modern African Studies*, 50, 1. p. 53-74.

Philipps, J., 2013, *Bandes de jeunes et émeutes urbaines en Guinée-Conakry*, L'Harmattan, Paris.

Police cantonale genevoise, 2013, *Diagnostic local de sécurité*, Genève.

Robert P. 2003, « Sentiment d'insécurité et statistiques de criminalité. Quelles données les médias utilisent-ils, quels en sont les effets et quelle est leur responsabilité », *Forum 2003. Cohésion sociale ou sécurité publique*. Conseil de l'Europe.

Robert P., Pottier M.L., 2004, « Les préoccupations sécuritaires : une mutation ? », *Revue française de sociologie*, 45, 2. p. 211-242

Kurtz, E., Koons, B.A., et Taylor, R. B., 1998. « Land use, physical deterioration, resident-based control, and calls for service on urban streetblocks », *Justice Quarterly*, 15, p. 121-149.

Reno, W., 2007, "Protectors and predators: Why is there a difference among West African militias? Dans *Fragile states and insecure People? Violence, Security, and statehood in the twenty-first century*. Edité par L. Andersen, B. Moeller et F. Stepputat. Palgrave Macmillan, Houndsmill.

Roché, S. 1996, *La société incivile*, Paris, Le Seuil.

Skogan, W., 1986. « Fear of crime and neighbourhood change in communities and crime », *Crime and Justice : A Review of Research*, 8. p. 203-29.

Wilson, J.Q. et Kelling, G. 1982, « Broken Windows. The police and neighborhood safety », *The Atlantic Monthly*, Mars. p. 29-38.

Wisler, D., Tshinyama, I., Kabeya, J. et Coya Avila, R., 2016, *Diagnostic local de sécurité 2016. Lubumbashi et Mbujimayi*, Genève, Coginta.